

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : solidarité internationale / p.3 à 6 : Place au débat : financement de la Sécurité Sociale 2019 / p. 7 : Actualité sociale / p.8 Coup de gueule

L'ÉDITO

Nous sortons des cérémonies de célébration de l'armistice de la 1^{ère} guerre mondiale. Le Président n'a pas été capable de traverser cette période –pourtant propice à unité nationale- la tête haute. Outre son invitation à Erdogan, l'islamiste turc, qui a saisi l'occasion pour défiler dans les rues de Paris en faisant le signe des Frères Musulmans, outre, à rebours, « l'oubli » d'inviter la Serbie, alliée fidèle de la France dans ce conflit, Macron a osé évoquer Pétain, le collaborateur antisémite, traître à la nation, dégradé, frappé d'indignité nationale et démis de tous ses titres, condamné à mort à la Libération (peine commuée par De Gaulle en raison de son âge), parmi les maréchaux à honorer.

Une gaffe de plus ? On peut se poser la question.

Sur le fond d'abord : Macron n'aime ni son peuple (faut-il rappeler, ce que je faisais dans mon précédent éditto, les expressions qu'il emploie pour parler des Français ?), ni l'histoire républicaine et universaliste de la France. Il se rattache profondément à cette prétendue « élite » totalement mondialisée. Sur la forme ensuite : pendant qu'on parle de ça, on ne parle pas d'autre chose ! On ne parle pas des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises du CAC40. On ne parle pas de la dégradation du pouvoir d'achat. On ne parle pas des hôpitaux qu'on ferme, des bureaux de poste qui disparaissent, de l'énergie qu'on privatise, de l'augmentation de l'emploi précaire... et on ne parle de la fausse augmentation des feuilles de paie obtenue par la baisse des cotisations sociales, bref par un cadeau fait aux patrons avec la baisse du salaire différé. On ne parle pas de la réforme en préparation de la sécurité sociale qui a pour but, en baissant le financement et en accélérant le changement de sa forme de financement, de terminer de soustraire sa gouvernance des mains des représentants des salariés.

Ainsi il sera plus facile de faire travailler les malades depuis leur lit en installant le télétravail... car c'est la dernière trouvaille annoncée par le 1^{er} ministre. J'ai d'abord cru à un « fake ». Mais non ! J'attends avec impa-

tience qu'on nous en dise plus sur le montage financier. Est-ce que l'employeur paiera pendant l'arrêt maladie ? Dans ce cas on trouvera sans doute judicieux de le dispenser de cotisations sociales, inutiles puisque le patron assume toujours le (seul) salaire (direct) n'est-ce pas ? Ou bien, c'est la sécu qui paiera... un travail effectué pour le patron ? Bref, le gagnant sera toujours le même ! Nous avons que cette réforme, totalement effarante mais commentée avec sérieux par les médias, ne verra pas le jour... pour le moment. Il s'agit juste de poser des jalons, d'habituer les salariés à ce discours soi-disant « moderne », en fait totalement rétrograde, et en opposition avec le modèle français de solidarité.

Combien de temps notre peuple va-t-il accepter cela, ce changement radical de société que leur impose un président élu par les circonstances électorales –et l'irresponsabilité d'une gauche égocentrique- avec 18% des inscrits ?

Manifestement ça craque. En dehors de tout.

Et il nous faut revenir sur la mobilisation des « gilets jaunes », le 17 novembre.

Comment est-elle partie ? On ne sait pas trop. En partie d'un fantasme « comité national de transition » dont l'expression relève de la psychiatrie. En partie dit-on aussi, rapidement récupéré par l'extrême-droite. Les affiches et slogans qu'on peut voir sur le net, racistes, antisémites et antisyndicaux qui accompagnent certains appels le confirmeraient.

Mais attention à ne pas tomber dans le piège tendu, entre autres par les macronistes (« le choix, c'est entre nous, les libéraux ou eux, les nationaux-populistes »), nous ne sommes pas aux portes du fascisme. Le 17 novembre 2018 n'est pas le 6 février 1934. Il est dangereux, comme cela a pourtant été fait à gauche, de le laisser entendre.

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

Certes non, les organisations syndicales et les partis de gauche ne sont pas à l'initiative.

Il serait dommage qu'ils ne saisissent pas l'occasion pour s'interroger sur leurs difficultés à mobiliser -et/ou à « nationaliser » les nombreux conflits du travail- sur des sujets qui le méritent bien, tels la défense des retraites, des services publics ou du code du travail.

De fait, le 17 novembre surfe sur le profond mécontentement des Français ; cela dépasse bien largement l'augmentation du prix des carburants qui n'a été que la goutte d'eau qui a libéré l'exaspération et la colère.

Et ne perdons pas de vue que des bobos urbanisés, pas tous macronistes d'ailleurs, qui donnent des leçons d'écologie à des ruraux déclassés qui n'ont d'autre choix que d'utiliser leur automobile diesel vieille de 10 ou 15 ans -dans la France profonde, les transports en commun ça n'existe pas- pour rejoindre un travail précaire et mal payé, cela relève d'un mépris de classe insupportable.

De la même manière que les menaces gouvernementales relayées par des Préfets-perroquets, les condamnations des « gilets jaunes » sans analyse, sans recul, sans regards sur eux-mêmes, sur leur propre réalité, proférées par certains syndicats, y compris par la confédération CGT, sont totalement inopérantes et, pis, contre-productives pour leur crédibilité à venir.

Le rôle de la gauche politique et syndicale serait de procéder -enfin et à nouveau- à un travail d'éducation populaire.

En partant des premières revendications de cette initiative, il faut faire savoir que le gouvernement a CHOISI d'augmenter le prix des carburants en même temps qu'il ferme les petites lignes SNCF régionales et locales. Et cela alors que d'autres choix étaient possibles, comme de taxer le kérosène des avions, le diesel des transports routiers par camions, et surtout de lutter contre l'optimisation fiscale du groupe TOTAL et de taxer fortement ses 10 milliards de profits. C'est la décision du « président des riches » contre l'intérêt général.

Ce n'est qu'en étant aux côtés de l'exaspération populaire que partis et syndicats, sans apparaître comme cherchant à récupérer, pourront effectuer leur mission d'éducateurs. Ce n'est qu'en entendant le ras-le-bol, qu'en intégrant les colères quelquefois mal dirigées, que la gauche, dans son ensemble, retrouvera le crédit perdu.

Tout commence par notre présence auprès du peuple. C'est ce que RESO essaiera de faire entendre, modestement mais fermement, à nos partenaires de discussion et d'action.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

NOTES DE LECTURE

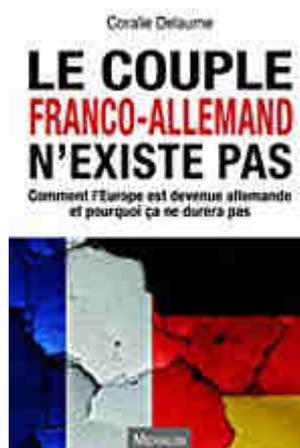
France-Allemagne : le couple franco allemand n'existe pas

Ouvrage de Coralie DELAUME

Dans ce nouveau livre, Coralie Delaume, essayiste, républicaine, démonte le mythe du couple franco-allemand que nous vantent à longueur d'année nos dirigeants.

Elle démontre avec intelligence que si les élites en France n'hésitent pas à s'appuyer sur l'Allemagne pour mener à bien leur politique d'austérité et de recul des droits sociaux au nom d'une prétendue convergence économique, l'Allemagne, elle, se tourne de plus en plus vers l'Europe centrale, là où ses entreprises se sont délocalisées. Alors que le mythe de la puissance allemande commence à s'effondrer, la création d'un parlement franco-allemand issu des parlements natio-

naux qui se réunirait deux fois par an apparait en net décalage avec la réalité des relations franco-allemandes.



PLACE AU DÉBAT

Le PLFSS 2019 Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale

Par Jean-Claude CHAILLEY

Procédure accélérée au Parlement. Le budget est de plus de 500 milliards. Dans une véritable démocratie le gouvernement organiserait un débat public. Honteux de sa politique, il veut le moins d'information possible, le moins de débat possible, y compris au Parlement.

Il faut au contraire alerter la population : la Sécu concerne tout le monde « de la naissance à la mort » et elle est en danger !

Régimes obligatoires de base (ROB SS)							
		2014	2015	2016	2017	2018(p)	2019(p)
	Inflation	0,50%	0%	0,20%	1%	1,80%	1,40%
Maladie	Recettes	186,6	191,3	195,9	203,1	211,9	217,5
	Dépenses	193,2	197,1	200,7	208	212,8	218
	Index volume		1,02	1,02	1,03	1,00	1,01
	Solde	-6,5	-5,8	-4,7	-4,9	-0,9	-0,5
AT-MP (accidents travail, maladies professionnelles)	Recettes	13,8	14,1	14,1	14,4	14,2	14,7
	Dépenses	13,1	13,3	13,3	13,2	13,3	13,5
	Solde	0,7	0,8	0,8	1,2	0,9	1,2
Famille	Recettes	56,3	52,8	48,6	49,8	50,5	51,5
	Dépenses	59	54,3	49,6	50	50,1	50,3
	Solde	-2,7	-1,5	-1	-0,2	0,4	1,2
Vieillesse	Recettes	219,2	223,8	228,8	232,7	236,9	241,4
	Dépenses	220	223,6	227,2	230,7	236,6	241,2
	Solde	-0,8	0,2	1,6	2	0,4	0,3
ROBSS consolidé	Recettes	462,9	468,4	473,7	486,2	499,9	511,3
	Dépenses	472,2	474,7	477,1	488,1	499,2	509,1
	Solde	-9,3	-6,3	-3,4	-1,9	0,7	2,2
FSV	Recettes	17,1	16,6	16,7	16,6	16,6	16,3
	Dépenses	20,6	20,5	20,3	19,6	18,4	19
	Solde	-3,5	-3,9	-3,6	-2,9	-1,8	-2,7
ROBSS	Recettes	460,1	464,9	470,5	483,7	498,2	509,9
+FSV	Dépenses	472,8	475,1	477,5	488,6	499,6	509,6
	Solde	-12,8	-10,2	-7	-4,8	-1,4	0,4

Remarques :

On ne parle plus de « trou » de la Sécu. La Sécu est équilibrée et même excédentaire. Est-ce une bonne nouvelle ?

- On pourrait se féliciter du retour à l'équilibre si les différentes branches de la Sécurité Sociale répondaient aux besoins conformément à ses principes fondateurs « **chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins** ».

▪ **Or c'est le contraire qui se produit :**

Les déserts médicaux s'étendent, l'accès aux soins est de plus en plus difficile, 30 % renoncent à certains soins, les hôpitaux et les maternités ferment ou sont restructurés en permanence, le manque de budget et de personnel dans les hôpitaux, dans les EHPAD entraîne une maltraitance institutionnelle...

- Les prestations familiales, les retraites ne sont revalorisées que de 0,3 % en 2019 et 2020, bien au-dessous de l'inflation.
- Pire encore pour l'Agirc et l'Arrco (80 % des retraité-e-s) pas revalorisées du tout.

L'équilibre est donc atteint par sous-financement par rapport aux besoins.

▶ **Ce qu'on appelle « Administrations de Sécurité Sociale » (*) doit dégager 14 milliards de profit en 2018 et 20 milliards en 2019.**

Honte : ils seront utilisés pour rembourser la dette créée volontairement par les gouvernements au lieu de satisfaire les besoins !

(*) *En gros la protection sociale, une des composantes du budget de la France avec l'Etat et les collectivités locales. C'est la Sécu + l'Unedic, + les retraites complémentaires...*

▶ **La Sécurité Sociale est excédentaire dans un projet « assumé » de destruction de la Sécurité Sociale d'Ambroise Croizat :**

Agnès Buzyn disciple de Kessler:

Santé : « un système de santé à bout de souffle, pensé à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et qui répondait aux enjeux de santé publique **de l'époque** ».

Retraites : « **ce ne sera pas une énième réforme des retraites...** Ce n'est pas un problème technique, **c'est un projet de société** ». Exact, ils ont un projet de société **100 % libéral**.

Origine du sous financement ?

- ▶ **Les exonérations et exemptions de cotisations sociales** sont de 45 milliards en 2018. Elles atteindront **65 milliards en 2019**. 65 milliards, c'est 3 points de PIB, c'est 65 milliards de plus sur la dette. Qui peut contester que le gouvernement crée les déficits et la dette volontairement ?
- **Et en plus 10 milliards ne sont pas compensés à la Sécurité Sociale alors qu'ils devraient l'être.**
- Nous dénonçons également la suppression de cotisations sociales salariales sur les heures supplémentaires, reprise de Sarkozy car elles manquent à la Sécu. Elles sont compensées par les taxes (dont les carburants) et l'augmentation des tarifs des complémentaires ;
Elles sont facteur de chômage ;
Ce sont les salaires qu'il faut augmenter, ils financent la Sécu.
- Gérard Darmanin instaure **le principe de non compensation à la Sécu**, vers la fusion des budgets Sécu – Etat, **qui acterait la mort de la Sécu.**
- **Pour augmenter les excédents, il y aura 5,7 milliards de coupes supplémentaires en 2019, dont 3,8 milliards sur l'assurance maladie et 1,8 milliards sur les retraites et les prestations familiales.**

Qui paie ce sous-financement ?

Macron : « *Le système de protection sociale doit être moins financé par des cotisations sociales assises sur le travail, et plus par l'impôt* ». Lequel ? "*L'impôt qui repose sur la consommation, sur la pollution, ...*".

Les cotisations sociales ne représentent plus que 51 % du financement du régime général. La compensation se fait par la TVA, la CSG, les multiples taxes, dont la « pollution ».

- C'est la destruction qui s'accélère de la Sécurité Sociale car elle est fondée sur la cotisation.
- Le fardeau est reporté sur la population dont le pouvoir d'achat est de plus en plus impacté.
- **L'offensive contre le salaire est une offensive contre la Sécu et réciproquement.**
- **Les exonérations frappent aussi les retraites complémentaires et l'Unedic qui doit faire plus de 3 milliards d'économies en 3 ans.**

La taxe sur le diesel, sur l'essence... et la démagogie

Cette taxe rapporte 37 milliards. C'est un des outils pour compenser les exonérations de cotisations « patronales ». Les patrons, les partis de droite et d'extrême droite, certains partis de gauche, qui dénoncent l'augmentation font de la démagogie, car cette politique c'est la leur !

Résistance Sociale s'attaque à la cause : nous avons toujours demandé la suppression des exonérations de cotisations sociales, alors qu'ils les ont tous augmentées chaque année.

Existence du SMIC : danger

Il ne reste plus de cotisations au niveau du SMIC, mais il est toujours jugé trop élevé.

Maintenant, c'est l'**existence** du SMIC qui est dans le collimateur (remplacement du SMIC par le **revenu** minimum comportant une part d'impôt / taxe).

Qui profite de ce sous-financement ?

Les spéculateurs, les actionnaires français et étrangers (100 milliards de dividendes en 2018). Pour le MEDEF, il est plus efficace d'exiger toujours plus d'assistance de gouvernements de droite et / ou de « gauche » que de conquérir ou même de conserver des marchés.

Les exonérations et aides tous azimuts ne se traduisent ni en investissements, ni en compétitivité. La France s'est désindustrialisée, la balance commerciale est déficitaire, le chômage monte depuis des années.

L'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance maladie)

ONDAM PLFSS 2019	2016	2017	2018	2019
Soins ville	84,6	86,8	89,5	91,5
Etablissements santé au tarif à l'activité	58,3	79	80,5	82,7
Autres établissements de santé	19,6			
Contribution aux établissements et services personnes âgées	8,8	9	9,2	9,4
Idem handicapés	9,2	10,9	11,1	11,3
Fonds intervention régional	3,1	3,3	3,3	3,5
Autres	1,6	1,6	1,7	1,9
Total	185,2	190,7	195,4	200,3

L'ONDAM qui augmente de 2,5 % est un des pires jamais vus si on tient compte de l'inflation.

Il est très insuffisant, compte tenu de l'accumulation des manques, du vieillissement, de l'augmentation de la population.

- ▶ Ce sont encore 3,8 milliards de coupes budgétaires. Il faudrait un ONDAM à 4,5 % - 5 %, ne serait-ce que pour maintenir l'existant.
- Nous avons vu qu'il y a 65 milliards d'exonérations dont 10 milliards non compensés, qu'il y a 20 milliards d'excédents. Personne ne peut nier que dégager 4 ou 5 milliards ne pose aucun problème, d'autant qu'il existe d'autres sources de financement. C'est uniquement une question de volonté politique.
- La France était 14^{ème} de l'OCDE en dépenses de santé par habitant en 2015. Nul doute qu'on va sombrer encore plus loin !
- ▶ Pour Mme Buzyn et son plan de santé, il y a « 30 % d'actes non pertinents », 15 % des arrêts de travail sont des abus ». D'où sa réforme :
 - Les hôpitaux sont mis pratiquement tous en déficit pour imposer des fermetures et restructurations. C'est notamment le cas de l'AP – HP, 1^{er} CGU d'Europe, pour lequel Buzyn – Hirsch veulent imposer un démantèlement appelé « nouvelle AP ».
 - Les fermetures incessantes d'hôpitaux et maternités partout en France suscitent des mobilisations de masse : Le Blanc, Vierzon...
 - Nouveau : financer l'hôpital pour RENVoyer LES PATIENTS !

Pour rétablir les équilibres et désengorger les urgences, le gouvernement finance l'hôpital pour renvoyer les patients vers un hypothétique rendez-vous chez un médecin !

▪ **Rationner les soins, notamment des maladies chroniques qui représentent 60 % des coûts.**

Il s'agit de créer un **forfait soins** dans le cadre de budgets insuffisants. Nul doute que ça se traduira par un rationnement des soins.

Le forfait, c'est aussi la création de **réseaux de soins copiés des USA**, pour développer le privé lucratif.

▪ **Lunettes, aides auditives, soins dentaires : vive le privé !**

Au lieu de les faire rembourser par la Sécu, le gouvernement les confie aux complémentaires qui vont évidemment augmenter leurs tarifs puisqu'ils sont libres.

▪ **Dépendance : la Mutualité française ne s'y trompe pas** : après les lunettes, elle demande d'obliger à s'assurer contre la **dépendance**, en opposition frontale à la Sécurité Sociale.

▪ **Pour notre part, nous sommes pour aller vers le remboursement de la prévention et de tous les soins à 100 % par la Sécu, y compris la perte d'autonomie, quel que soit l'âge.**

RETRAITES

► **Le budget devient excédentaire... par la baisse des pensions**, notamment une revalorisation de seulement 0,3 % après l'augmentation de la CSG, l'ajout d'une taxe autonomie de 0,3 % ...

La colère des 17 millions de retraités est grande, d'autant qu'en 2020 il est prévu de nouveau une revalorisation de 0,3 % bien inférieure à l'inflation !

► **Les concertations sur la réforme à points** qui supprime les 42 régimes de retraite, dont la branche retraite de la Sécu qui en représente près de la moitié, se poursuivent. Voir notamment Résistance Sociale d'octobre https://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/Bulletin_RESO_octobre_2018.pdf

• **La nocivité de cette réforme destinée à baisser de 25 % ou plus les pensions est très largement partagée. Le gouvernement réaffirme sans cesse que son principe n'est pas négociable.**

Les dernières infos prouvent que la réversion n'existera pratiquement plus.

• Macron joue la montre jusqu'aux européennes et utilisera ensuite la procédure accélérée pour faire voter la réforme en juillet, sauf s'il prend peur pour les municipales.

Ne tombons pas dans le piège. Macron est mal à l'aise, a peur du mouvement social, de la sanction des urnes. Il attend une « fenêtre de tir » pour imposer sa réforme.

Il n'est que temps de mobiliser le plus largement et le plus unitairement possible pour obtenir l'abandon de la réforme. Ce qui fut obtenu de Nicolas Sarkozy peut et doit l'être d'Emmanuel Macron.

AG DE « CONVERGENCE »

La prochaine assemblée générale de la Convergence de Défense et de Développement des Services Publics se tiendra **les 14,15 et 16 décembre 2018 à la maison des Syndicats de Créteil, 11 rue des Archives, Métro Créteil-Préfecture (ligne 8).**

Plusieurs débats sont programmés le 15 décembre !

9H15 – 12H00 (Cap 2022- Sécurité sociale-Poste – à confirmer : Education-orientation-formation)

et à la séance plénière de l'après-midi 14H30-17H00

Destruction des services publics et de la Sécurité sociale. Ensemble, que faisons-nous ?

Sommes-nous toutes et tous convaincus de la nécessité, de la volonté et de la possibilité d'agir ensemble, organisations syndicales, associations, partis et mouvements politiques afin de réinventer une civilisation des services publics du XXIème siècle ? Dans l'affirmative :

Ø Quels moyens nous donner pour porter des propositions alternatives et partagées ; de quels outils, y compris nouveaux, avons-nous besoin (éducation populaire, nouveaux outils et modalités de communication, débats publics, ...) ?

Ø Quelle intervention auprès des citoyennes et citoyens, des usager-e-s des services publics, du monde du travail, de la jeunesse, des retraité-e-s ?

Réso sera bien sûr présente à cette AG dont vous trouverez le programme complet sur notre site.

ACTUALITE SOCIALE

Le combat continue à la maternité du Blanc (36)

Par Marinette BACHE

Le combat continue ! Mais saluons d'abord le travail exceptionnel effectué, cet été, par le collectif « Cpasde-mainlaveille » et par le Comité de défense de l'hôpital. Saluons l'implication de nombreux élus, ceux du Blanc, derrière la maire, Annick Gombert, mais aussi les très nombreux maires des petites communes alentour qui sont allés jusqu'à rendre leur écharpe pour défendre la survie de cette maternité de proximité tellement nécessaire. Combien de villes et de villages ont arboré tout l'été –certains encore- affiches, slogans, banderoles pour le maintien. Pas une manifestation publique culturelle et/ou festive sans qu'on en parle. La célèbre Fête des barques de Lurais a vu défiler une barque sur ce thème ; elle fût des plus applaudies. Et pas une manifestation sportive sans qu'une association y porte les couleurs de la maternité.

Eh bien, ils ont quand même osé : la décision de fermeture a été confirmée lors du conseil de surveillance des hôpitaux de Châteauroux – Le Blanc le 19 octobre 2018. Ils ont condamné les futures mamans à faire –au minimum - plus de 30km pour aller accoucher. Dans une zone rurale, sur de petites routes, avec des conditions climatiques pas toujours faciles en hiver.

Ce n'est pas la 1^{ère} fois que cet hôpital est l'objet d'attaques visant à le transformer en un centre de gériatrie. Car c'est bien de cela qu'il s'agit à terme. Cette région, bien sûr, n'est bonne qu'à être un réservoir à vieux pas trop argentés et ruraux qui plus est. Alors, un hôpital de proximité, avec un service de médecine accueillant, une chirurgie de 1^{er} secours, un secteur d'ophtalmo très bien équipé –alors qu'il faut attendre des mois pour un rendez-vous ailleurs- des urgences performantes... qu'en a-t-on à faire ? Non, soyons sérieux : parlons comptable !

Pour nos casseurs tout est bon, y compris l'entreprise de dénigrement systématique. Selon Mme Buzyn, l'hôpital du Blanc, et sa maternité, sont dangereux. Ben voyons ! C'est nettement moins dangereux d'emmener une femme accoucher à Châteauroux ou à Poitiers (le CHR de Châtellerauld est aussi dans le collimateur des financiers), soit 70 km sur les petites routes !

Tout a été systématiquement organisé pour « démontrer » qu'il n'y avait pas lieu de maintenir une maternité au Blanc. D'abord la baisse artificielle du nombre de naissances tombé d'environ 370 à 300 ? Bien sûr, puisqu'on envoie, au prétexte de sécurité, les femmes attendant des jumeaux ou atteintes d'obésité se faire suivre ailleurs ; mais c'est le même médecin qui pratique, compétent à la maternité de Châteauroux il ne le serait plus au Blanc ? La « pénurie » de personnels est aussi organisée tant pour les médecins que pour les soignants : aucune recherche pour les remplacements nécessaires de poste, pis on ignore les candidatures spontanées.

Quant au projet porté par 3 gynécologues-obstétriciens, lui aussi a été tout simplement ignoré par l'Agence Régionale de Santé.

Le nouveau Préfet de l'Indre, à peine nommé, mais déjà parfait perroquet du gouvernement et de l'ARS, le répète à l'envi : il y a un problème de "sécurité". Et il annonce que la maternité ne rouvrira pas... Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. La méthode n'est pas nouvelle, M. le Préfet, M ; le Ministre... et M. le député qui ne fait pas concorder ses votes à Paris avec son langage au Blanc !

Seulement voilà : dans cette région de l'Indre, chaque famille (c'est mon cas !) a un parent ou connaît un ami qui doit la vie à la présence de cet hôpital ; alors la mobilisation, qui est forte depuis des années, continue.

On nous dit que « les décisions qui ont été prises ont été mûrement pesées et peut-être mal comprises. » Comme le souligne le collectif : quel mépris pour les citoyens et les élus ! La maternité, sécurisée comme les autres services de l'hôpital, ferme pour des raisons financières qu'on ne veut pas avouer comme ça ; elle ferme parce qu'on refuse les moyens au service public, hospitalier comme les autres. C'est assez clair pour être compris !

Mais la lutte continue. Toujours aussi soutenue par la population. Et tous se sont donnés rendez-vous le 21 novembre à Paris. Nous les soutiendrons.

COUP DE GUEULE

Il faut faire des efforts...

Par Marie BERTHOMMIER

« Il faut faire des efforts pour rendre la France plus compétitive ». C'est en gros le discours que nous tiennent les libéraux qui nous gouvernent. Que « Nous » fassions des efforts. Pas « eux ».

Bref il faut encadrer les salaires, diminuer les dépenses publiques ; les retraités sont des privilégiés qui doivent mieux participer à la solidarité nationale.

On rogne sur le budget des collectivités locales compétentes en matière d'action sociale et contributeurs essentiels de l'investissement public en faveur de la construction des équipements de proximité et d'intérêt général.

Pendant ce temps, les promoteurs de la « France – startup » s'en mettent plein les fouilles. La France qui gagne, c'est d'abord pour que ça leur rapporte. Charité bien ordonnée commence par soi-même... et on verra bien si ça ruisselle !

La mise en musique est orchestrée par le gouvernement où règne un étrange mélange des genres : nombre de ministres sont issus de grands groupes industriels et financiers tel Danone, Dassault, Orange, Véolia et la société CAC40 – Unibail...

Alors peut-on s'étonner qu'au moment où les salariés dans leur ensemble se serrent la ceinture, les collaborateurs des Cabinets de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement et de Marlène Schiappa affichent des augmentations respectives de +49% et +29% ?

Et Marlène Schiappa qui ose affirmer que ses collaborateurs n'avaient pas les moyens de vivre avec 5 000 € par mois à Paris !

Mais dans quel monde vivent-ils ?

Indécence !

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS